

## Nouvelles locales du vendredi 16 mai 2014

@rib News, 16/05/2014 | Politique- Le BNUB annonce que les politiciens burundais vont procéder mardi de la semaine prochaine à une seconde évaluation de la mise en application de la feuille de route convenue à Kayanza en mars 2013. Lors d'une conférence de presse animée ce matin, le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies au Burundi a précisé que cette évaluation a été organisée conjointement par le gouvernement burundais et le BNUB pour que les politiciens burundais aient en tête l'esprit cette culture du dialogue. Parfait Onanga Anyanga apprécie cette attitude qui s'installe petit à petit au sein de la classe politique burundaise et espère bien que ce rendez-vous de mardi va apporter une pierre de plus dans la mise en place d'un bon climat propice au bon déroulement des élections de 2015. [rtnb/rtr/rpa/bonesha/isanganiro]

Le Sociologue- Une personne d'origine rwandaise a été arrêtée à Kirundo ce jeudi et se trouve au cachot de la police de cette province. Originaire du secteur de Kanombe et prêtre de l'Eglise pentecôtiste au Rwanda, Théophile Mpongeye précise qu'il est venu au Burundi parce qu'il a un message reçu de Dieu et qu'il doit transmettre personnellement au président Nkurunziza. Cette personne est entrée au Burundi par la province de Cibitoke et est venue à Bujumbura pour voir le président de la République afin de lui transmettre ce message divin. Ayant appris que ce dernier se rend à Kirundo, il est monté à son bord mais n'a pas pu le rencontrer alors qu'il était dans la commune de Bwambarangwe. Il l'a rejoint au stade de Kirundo où le président devrait jouer au football. Il a ainsi insisté pour qu'il soit reçu mais la garde présidentielle ne le lui a pas permis et il a aussitôt commencé à prêcher au stade de Kirundo. La garde présidentielle l'a ensuite remis à la police de Kirundo qui l'a mis en cachot. Il précise qu'il ne va livrer ce message qu'au seul chef d'Etat. Pour le moment, il se contente de montrer les différentes correspondances qu'il avait adressées au président de la République pour demander une audience mais en vain. Entre temps, le procureur de la République à Kirundo l'accuse d'atteinte à la sécurité du président. Mais, les organisations de la société civile dans cette province demandent qu'une personne soit relâchée et qu'il soit reçu par le président de la République qui, lui-même, est un croyant en Dieu qui aurait envoyé ce prêtre. [bonesha/rpa/isanganiro]

Justice- Le président de l'APRODH a été arrêté à l'aéroport international de Bujumbura vers minuit de ce jeudi à vendredi alors qu'il s'apprêtait à prendre un avion à destination de Nairobi au Kenya dans une mission de travail. Il a été arrêté par un agent du service nationale de renseignement muni d'un mandat d'amener délivré par le procureur de la République en mairie de Bujumbura. Pierre Claver Mbonimpa a ensuite conduit à la police judiciaire des parquets où il a passé le reste de la nuit. Ce vendredi matin, il a comparu devant un OPJ et par la suite a été conduit au parquet de la mairie de Bujumbura pour poursuivre l'interrogatoire à propos d'une photo qu'il aurait fournie comme preuve des jeunes burundais qui seraient en train de suivre une formation militaire en RD Congo laquelle photo aurait été reconnue comme falsifiée. Après cette audience, il a été conduit à la prison centrale de Mpimba. A cause de cette falsification de photo, il a été accusé d'avoir attisé une haine et une tension entre le Burundi et le RD Congo lors d'une mission à « Kabizi » de la RPA sur des entraînements probables des jeunes Burundais sur le territoire congolais. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]- Des réactions n'ont pas tardé à tomber suite à cette arrestation. Le président de l'ADC-Ikibiri trouve que cette arrestation est une preuve que les autorités du Burundi ne veulent pas que ce qu'elle fait soit porté à la connaissance de la population. L'once Ngendakumana trouve qu'il n'y a pas de personne qui ne soit pas au courant de ces entraînements des jeunes burundais puisque les familles dont ils sont originaires sont connues de même que les victimes ainsi que ceux qui ont été arrêtés par les forces de l'ordre congolaises. Il trouve que cet acte des droits de l'homme est victime d'avoir dévoilé des informations qui mettent en cause les autorités en place. Seule pour que la vérité soit tirée au clair, il faut que le gouvernement accepte que la commission enquêtrice internationale soit mise en place afin que tout le monde sache réellement ce dont il s'agit. [isanganiro/rtr]- Les organisations de la société civile ont également fait entendre leur voix. Selon le FORSC, cette arrestation s'inscrit dans le cadre de vouloir cacher la vérité. Le président de ce forum estime qu'il est incompréhensible que Mbonimpa soit considéré dans un premier temps comme un informateur et qu'après il soit considéré comme fautif pour un fait dont il n'avait même pas encore eu connaissance. Vital Nshimirimana se demande à quoi vise tout cela et se répond lui-même qu'il s'agit d'une initiative contre laquelle il n'y a rien à dire. Il trouve que cette démarche n'est pas du tout bonne et reste convaincu que tôt ou tard, la vérité finira par triompher. [bonesha/rtr/isanganiro]- Le président du FOCODE estime de son côté que cette arrestation n'a pas respecté la loi. Pacifique Nininahazwe trouve qu'il est incompréhensible qu'une personne connue pour lundi soit objet d'un mandat d'amener alors que le rendez-vous fixé n'a pas encore eu lieu et boycotté par elle. Selon lui, personne ne doit avoir peur de la prison, mais plutôt du fait de cacher la vérité. Il trouve par ailleurs que le gouvernement burundais veut détourner l'attention de la population sur le problème majeur de la sécurité au moyen de ces arrestations et des emprisonnements. De même, il ne comprend pas les personnes citées dans ces résumés d'entraînements sont toujours en liberté et ne sont pas convoquées ne fût-ce que pour une simple confrontation avec Mbonimpa. Il demande à toute personne désireuse de la paix de ne pas croiser les bras et de dénoncer sans avoir peur, toute chose susceptible de porter atteinte à la paix et la tranquillité nationales de tout un chacun. [rpa]- Le BNUB dit qu'il suit de près l'arrestation de Pierre Claver Mbonimpa de même que toutes les autres personnes incarcérées pour s'exprimer. Dans une conférence de presse que le représentant du secrétaire général des Nations Unies au Burundi a animée ce vendredi, Parfait Onanga Anyanga a estimé que les droits de l'homme et la loi doivent être respectés. Il ajoute qu'ils ont suivi ses affaires non pas pour empêcher le Burundi d'appliquer la loi, mais pour que personne ne soit persécuté et subit une violation de ses droits. Il regrette aussi le fait que certains politiciens burundais aient mal compris le rôle diplomatique envoyé à l'ONU. Selon lui, certains ont considéré que le Burundi va connaître un génocide alors que ce ne figure nulle part dans ce rôle. Il ajoute que le BNUB cherche uniquement la paix et qu'il ne peut en aucun cas accepter tout ce qui est contre la paix. Ainsi, il demande au gouvernement burundais de faire des enquêtes à ce sujet, non pas pour démentir le contenu du rôle, mais pour tranquilliser la population et pour que les élections qui approchent

se déroulent dans un climat apaisé pour tout le monde. Il dit aussi que les armes détenues illégalement par la population doivent être retirées et espère que le gouvernement burundais prendra en considération ces conseils.

[isanganiro/rtnb/bonesha/rpa/rtr] Sécurité - Un corps sans vie d'une personne a été découvert ce vendredi sur la route Makaba de la zone Mivo en commune Ngozi. Le corps de Nyabenda présentait des blessures et cela a fait penser à un massacre contre cette personne de l'ethnie Batwa âgée de 30 ans et qui était souvent considérée comme un voleur. Une police indique que les enquêtes ont commencé. À [isanganiro/rtnb/bonesha]- Un accident de roulage a coûté la vie à une personne devant l'hôpital Militaire de Kamenge dans la commune urbaine de Gihosha le matin de ce vendredi. Selon des témoins sur place, il était vers 9h qu'un bus de transport en commun venant du centre ville et qui aurait sûrement eu des problèmes dans son système de freinage, a dérapé et a percuté 4 personnes avant de tomber dans un caniveau. Le bilan de cet accident a été d'une personne tuée sur place et de 3 autres blessées dont un conducteur de taxi vélo qui a été blessé à la tête. Ce dernier assure qu'il a été admis à l'hôpital militaire même juste après l'accident pas encore été soigné vers midi suite au manque de caution à payer. Il demande qu'un bienfaiteur puisse payer cette caution à sa place. [isanganiro/rtnb/bonesha/rtr]